

### ACTUALITÉ

Page 2

#### ■ En bref

Page 4

#### ■ Ile-de-France

Entretien avec Jean-Didier Berger

#### Les territoires vent debout face aux baisses de dotations

Propos recueillis par Jonathan Vayr

### DOCTRINE

Page 6

#### ■ Urbanisme / Construction

Patrice Battistini

#### Les nouveaux formulaires et les nouvelles pièces justificatives aux demandes de logement locatif social sont parus

### JURISPRUDENCE

Page 11

#### ■ Collectivités territoriales

Yannick Dagonne-Labbe

#### La prescription de l'action en répétition de l'indu d'une prestation sociale (CE, 5 oct. 2018)

### CULTURE

Page 14

#### ■ Exposition

Christian Baillon-Passe

#### Sergio Leone à la Cinémathèque de Paris

Page 15

#### ■ Ventes publiques

Bertrand Galimard Flavigny

#### La tête de Judith

KIOSQUE  
Lextenso

Votre revue OFFERTE  
sur tous vos écrans

## ACTUALITÉ Ile-de-France



### Les territoires vent debout face aux baisses de dotations <sup>140m2</sup>

Entretien avec Jean-Didier BERGER, président du territoire Vallée Sud Grand Paris

Propos recueillis par Jonathan VAYR

Les établissements publics territoriaux du Grand Paris ont lancé un grand mouvement de contestation face à la perte annoncée de 55 millions d'euros de dotations.

C'est peu dire que les dispositions de loi NOTRe («portant nouvelle organisation territoriale de la République» promulguée le 7 août 2015) ne font pas l'unanimité au sein des élus des territoires de la petite couronne. En cause notamment, une de ses dispositions qui prévoit l'interruption du versement des dotations par la Métropole du Grand Paris (MGP) aux onze établissements publics territoriaux (EPT) dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le tout créerait un total de 55 millions d'euros par an de manque dans les budgets des EPT.

La loi NOTRe qui a encadré l'établissement de la MGP prévoit en effet que ces dotations (qui correspondent peu ou prou à ce que touchaient les intercommunalités avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016) ne soient redistribuées que jusqu'à fin 2018. Une situation inadmissible pour les élus de territoires qui pointent du doigt le fait que le transfert de compétence qui aurait dû accompagner cette diminution de financement n'a pas eu lieu. Depuis juin, ceux-ci ont organisé une mobilisation crescendo qui se maté-

rialise aujourd'hui sous la forme d'une association «l'Alliance des territoires». Créée mi-octobre par les présidents des onze EPT, l'association a obtenu le soutien de plus de 122 maires de la petite couronne autour de l'enjeu du maintien des ressources aux communes et aux intercommunalités et a exigé que le gouvernement signe un amendement modificatif de la loi.

Les élus n'hésitent d'ailleurs pas à rappeler la promesse du président de la République de «simplifier drastiquement les structures» qu'il avait tenu en juillet 2017 lors de la conférence nationale des territoires. Car si la concertation approfondie (dont les conclusions ont été rendues par le préfet de région, Michel Cadot, au mois de janvier) a bien eu lieu, les arbitrages d'Emmanuel Macron se font toujours attendre et les acteurs du Grand Paris commencent à s'impatienter...

Suite en p. 4

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites affiches

annonces@petites-affiches.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com  
12, place Dauphine - 75001 Paris  
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le  
Quotidien  
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com  
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris  
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi  
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 34 52 34